



MARDI 22 MAI 2018 :

POUR LES DROITS, LES SALAIRES ET LA DEFENSE DE LA FONCTION PUBLIQUE

TOUTES ET TOUS EN GREVE

ET EN MANIFESTATION !

CONVERGEONS PUBLIC ET PRIVE POUR GAGNER !

Depuis l'automne, les grèves et mobilisations se multiplient dans de nombreux secteurs. Dans la fonction publique les mobilisations nationales du 10 octobre et du 22 mars ont montré par leur ampleur la détermination des fonctionnaires à ne pas transiger sur les conditions de travail et les services publics.

Mais d'autres secteurs sont également en lutte contre la politique menée par le gouvernement et les grandes entreprises à qui tout est offert : SNCF, Universités, EHPAD, secteur aérien, grande distribution...

LA CGT EDUC'ACTION APPELLE LES PERSONNELS A AMPLIFIER LA MOBILISATION CONTRE LA POLITIQUE DESTRUCTRICE DE CE GOUVERNEMENT, DANS LE CADRE UNITAIRE LE PLUS LARGE POSSIBLE

Dans la poursuite des très fortes mobilisations des 10 octobre et 22 mars derniers, et dans le cadre du nouvel **appel à la grève et aux manifestations des 9 organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique pour le 22 mai prochain**, nous exigeons une réelle prise en compte de nos revendications et des besoins des usager-es et appelons les agents à s'opposer :

- au projet de suppression de 120 000 emplois
- aux décisions, préconisations et orientations du "Comité interministériel de la transformation publique" qui visent à démanteler les services publics et les statuts des agents
- au recours accru à la précarité, synonyme de dégradation des conditions de travail et de casse des statuts,
- à la disparition des CHSCT, acteur dans la prévention des risques professionnels

Des retraites menacées :

Le président de la République a nommé un haut-commissaire aux retraites pour **faire passer l'ensemble des régimes de retraite existant sur un système par points** (les cotisants achètent des points, les retraites sont calculées avec la valeur de service des points achetés).

De façon certaine, ne plus lier la pension de retraite à la grille de carrière des fonctionnaires **ferait perdre au statut des fonctionnaires toute sa cohérence**. La volonté politique du gouvernement d'aligner le public sur le privé conduit à **une remise en cause générale du service public** et de la défense de l'intérêt général...

Au contraire c'est toutes et tous ensemble que nous devons exiger :

- **Une réelle revalorisation des salaires et une amélioration des déroulements de carrière**
- **La suppression du jour de carence et de la journée dite de solidarité**
- **La résorption de la précarité par la titularisation de tou-tes les contractuel-les**

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS !

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION - Mardi 22 mai 2018

A Toulouse à 14h – Saint Cyprien

Nous sommes attachés à une Fonction publique indépendante et démocratique et qui rende des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire.

LA CGT EDUC'ACTION APPELLE LES PERSONNELS A LA TENUE D'ASSEMBLEES GENERALES ET D'HEURES D'INFORMATIONS SYNDICALES (HIS) POUR ALIMENTER LE DEBAT ENTRE LES AGENT-ES ET INSCRIRE LES MOBILISATIONS ET LA GREVE DANS LA CONTINUITE.

Dans l'Éducation nationale, les raisons de se mobiliser sont nombreuses : réforme du lycée, du baccalauréat, de la voie professionnelle, fermetures des écoles en milieu rural, sélection à l'université, salaires, suppressions de postes administratifs et des CIO...

Parcour'sup ou la sélection aggravée :

Des élèves triés-es à l'entrée de l'université.

La loi ORE, prenant prétexte de l'instauration du tirage au sort dans certaines filières et des difficultés de certain-es étudiant-es en licence, met en place une sélection qui ne dit pas son nom.

À la lecture des attendus nationaux, les bachelier-ères technologiques sont quasiment écarté-es de la licence, les bacs pro le sont totalement.

Encadrement pédagogique et dégradation des conditions de travail dans le 1^{er} degré :

Alors que le ministre vient de publier des textes visant à imposer des pratiques pédagogiques et instiller la confusion dans les obligations applicables aux enseignant-es, il poursuit les fermetures de classes en milieu rural et refuse de recruter et former les personnels en nombre suffisant pour palier aux évolutions démographiques.

Une gestion des personnels par le mépris :

Chaque année ce sont **des droits en recul** : ainsi le « droit à la mobilité » n'est plus que théorique pour des **centaines de collègues empêchés de muter** chaque année du fait de l'insuffisance de postes. Dans ces conditions **la situation des TZR est toujours plus dégradée** avec des affectations multiples et sans prise en compte des contraintes de la vie de famille.

Les non titulaires servent également à palier les manques dans des conditions inacceptables.

De plus en plus de collègues se retrouvent malgré eux sur des **postes à complément de service ou en quart temps** sur plusieurs écoles...

Et cette année encore **les demandes de temps partiels** sont quasi systématiquement refusées par l'administration.

Dans l'éducation nous exigeons :

- **La relance ambitieuse de l'Éducation en général et de l'éducation prioritaire en particulier, et la création massive de postes** pour répondre aux revendications des personnels
- **L'arrêt des réformes en cours** (Parcour'Sup, Lycée et Baccalauréat, Voie professionnelle...)
- **Le maintien des CIO pour un vrai service public de l'orientation**
- **L'arrêt du recours à la précarité** sa résorption et le recrutement sur postes statutaires.

C'EST TOUTE UNE POLITIQUE QU'IL EST NECESSAIRE DE COMBATTRE.

C'EST POURQUOI LA CGT EDUC'ACTION S'INSCRIT PLEINEMENT DANS LA JOURNEE DE GREVE ET DE MOBILISATIONS LE 22 MAI 2018 POUR PERMETTRE A TOUS LES FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS DE MENER LE COMBAT

Une réforme « Blanquer » du Lycée rétrograde aux conséquences dramatiques :

Une spécialisation et une concurrence des élèves entre eux du fait des options et de l'orientation post bac...

Des suppressions de postes massives du fait de la baisse globale des « heures prof » et d'une optimisation des groupes pour remplir les classes avec la fin des séries.

Des disciplines en danger et en concurrence : les choix des élèves influenceront sur les classes en Première, mais aussi en Terminale puisque les élèves devront choisir deux spécialités sur les trois initiales.

Une voie technologique déqualifiée du fait d'une spécialisation résumée à un tronc commun, notamment en STI2D...

Voie professionnelle : menaces pour la formation initiale :

Les choix du Ministre sont clairs, à l'aune du **Rapport Calvez-Marcon** : toujours plus d'apprentissage, des regroupements de filières pour une **déprofessionnalisation accrue**, une refonte des grilles horaires et des épreuves anticipées pour **moins de savoir et moins de profs** ! Les attaques **contre la Bac Pro GA** sont déjà lancées par le ministère : Il y a urgence pour défendre la voie professionnelle...

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS !

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION - Mardi 22 mai 2018

A Toulouse à 14h – Saint Cyprien